

## CNESER du 15 juillet 2015

### Déclaration générale de l'UNSA Éducation

---

L'UNSA a souvent déploré que la CNESER ne fût pas pleinement investi de ses prérogatives, notamment en matière de recherche (le « R » de CNESER). Comme il existait jusqu'alors une autre instance, le CSRT, il nous paraissait logique de les fusionner. Nous nous réjouissons donc de cette nouvelle configuration du CNESER que nous espérons fructueuse.

Le lien indéfectible entre l'Enseignement supérieur et la Recherche est consubstantiel au métier d'enseignant-chercheur. Il consacre le rôle des universités en tant qu'opérateurs de premier plan en matière de recherche publique, en particulier au travers des unités mixtes qui les lient aux organismes de recherche, et marque l'adossement des formations universitaires à la recherche. L'Enseignement supérieur et la Recherche, qu'elle soit fondamentale ou appliquée, représentent des enjeux cruciaux pour la préparation de l'avenir dans une économie de la connaissance.

Ces enjeux nous renvoient à la responsabilité qui est la nôtre dans l'exercice de nos mandats ainsi qu'au sens de notre engagement. Ils nous obligent aussi, vis-à-vis de la société dans son ensemble qui vit actuellement une période trouble.

Les 7, 8 et 9 janvier 2015, la France a vécu l'impensable. Des journalistes, des dessinateurs, des policiers, des français de confession juive ont été tués parce qu'ils étaient journalistes, dessinateurs, policiers, ou parce qu'ils étaient juifs. En s'en prenant à eux, c'est à nous, c'est à la République que l'on s'en est pris !

Le 2 avril, une nouvelle ignominie s'est produite, cette fois-ci au Kenya, avec le massacre de 148 personnes dont 142 étudiants de l'université de Garissa. Puis, plus récemment encore, de nouveaux actes terroristes ont été perpétrés, toujours dans la même violence fanatique.

Après les symboles de la liberté d'expression et ceux de la culture, c'est aux lieux de production et de transmission des connaissances que s'attaquent les extrémistes, ennemis déclarés de l'éducation et de la diffusion du savoir.

C'est bien sûr l'ensemble de la communauté éducative et scientifique qui est interpellée par ces actes de barbarie et qui doit œuvrer pour faire vivre les valeurs républicaines. Les

acteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont un rôle majeur à jouer pour lutter contre l'obscurantisme car le savoir est une arme. Le savoir est la seule façon de lutter efficacement et durablement contre les peurs et contre les amalgames, contre les stéréotypes, les préjugés et contre toute forme de discrimination.

L'UNSA entend apporter sa contribution, ici, au CNESER, comme ailleurs, en restant fidèle aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, et de laïcité. Sur ce dernier point, l'UNSA rappelle son attachement à ce que seule la loi de 1905 s'applique à l'université en tant qu'elle garantit à toutes et à tous la liberté de conscience. L'UNSA n'est pas favorable à ce que la loi du 15 mars 2004 s'étende aux universités et entend contribuer à toutes les réflexions en cours à ce sujet, comme nous l'avons dit à l'Observatoire de la Laïcité qui prépare un rapport pour la fin de l'année.

Par-delà ces valeurs essentielles, les enjeux sociétaux auxquels sont confrontés l'Enseignement supérieur et la Recherche sont des enjeux de long terme, ce sont-là de véritables investissements d'avenir, au sens littéral du terme, dont il n'est pas facile de déduire un amortissement comptable.

Les enjeux sociaux et économiques de la démocratisation de l'accès aux études supérieures sont connus mais les moyens alloués ne sont pas à la hauteur. Pire, **la bataille du budget semble avoir balayé toute vision stratégique**. Contraints par une situation budgétaire des plus tendues, les établissements en sont réduits à prendre des mesures d'austérité qui obèrent leur potentiel pédagogique et scientifique alors que toutes les projections annoncent une augmentation constante des effectifs étudiants dans les prochaines années.

Cette approche comptable et court-termiste est impropre au secteur qui est le nôtre. L'UNSA considère que deux sujets de fonds devraient être pris en compte préalablement à toute considération budgétaire.

**Concernant la dépense moyenne par étudiant** : on sait que la France consacre de l'ordre de 10.850€ - desquels il faut retirer 40% lié au coût de la recherche - soit 6.510€ pour former un étudiant à l'université, contre respectivement 13.340€ en STS et 14.850€ en classes préparatoires. **Cette différence de traitement est inacceptable et il convient d'aligner la dépense moyenne par étudiant à l'université sur celle du post-bac des lycées ;**

**Concernant l'emploi scientifique** : nous réaffirmons l'urgence d'un plan pluriannuel volontariste de développement de l'emploi scientifique, le besoin d'un rééquilibrage entre financements récurrents des laboratoires et appels à projets afin de limiter la précarité induite par certains modes de financement devenus prépondérants, la reconnaissance effective du doctorat dans les conventions collectives comme dans la fonction publique.

**Sur l'ensemble de ces sujets fondamentaux, et bien d'autres encore qu'il serait fastidieux d'évoquer ici, l'UNSA continuera de faire valoir ses analyses et ses propositions dans un état d'esprit constructif mais extrêmement combatif car le temps n'est plus au diagnostic mais aux mesures d'urgence.**

Je vous remercie.